

SOMMET EUROPÉEN DEMAIN À BRUXELLES

Éviter le désastre grec

*Les naufragés de la Méditerranée, que les vagues de la mer rejettent vivants, pour les chanceux, à Lampedusa sont définis comme de dangereux assaillants, la Grèce comme «fainéasse» vivant aux crochets des autres, notamment des Allemands, et insulter les musulmans ou ceux supposés l'être n'est plus un délit, mais une posture moderne, un signe de respectabilité, une culture et une posture civilisées.*

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

L'Europe renoue avec ses vieux démons et des années sombres pointent à l'horizon. Lundi prochain, Sommet européen des chefs d'Etat et de gouvernement à Bruxelles pour étudier l'affaire grecque. Grosse affaire. Enorme. Aux enjeux et ramifications effroyables pour l'Europe, les marchés, le FMI, la Banque mondiale, les citoyens. Il n'y aura, pourtant, aucune bonne solution lundi. Ni avant. Ni Après. La situation contrairement

aux analyses savantes, certaines, il est vrai, expertes, et d'autres de pacotille — est claire comme l'eau des roches d'Athènes. Soit les Grecs signent avec l'UE et le FMI l'accord proposé pour terminer l'année, soit ils refusent. En acceptant la première option, Tsipras, vraie gauche au pouvoir, se décrédibilise et fera comme ses prédécesseurs, cas impossible. L'électorat de Tsipras n'acceptera pas, la rue sera envahie et ça sera la crise à tous les niveaux. Deuxième possibilité, Siryza, coalition au pouvoir, envoie sur les

roses les créanciers et prend le risque de se faire exclure de la zone euro avec toutes les conséquences qui vont avec (rush sur les banques pour le retrait des avoirs, pas de crédits sur les places financières, dévaluation drastique de la nouvelle monnaie ou même de l'euro, si même Athènes restait encore pour quelque temps dans cette monnaie...). En plus, bien sûr, que les Grecs ne pourront plus emprunter ni auprès du FMI, ni ailleurs. Pourtant, Tsipras joue habile, contrairement aux apparences. Il sait qu'un défaut de paiement de la Grèce atteindra au cœur Bruxelles euro et Bruxelles Europe. Les 28 de l'UE et les 17 de la monnaie unique perdront la face en se résignant au grexit, à l'abandon des Grecs. Ça sera un signal malveillant et la porte ouverte au commencement de la fin de l'euro. Lundi prochain à Bruxelles,

Alexis Tsipras viendra les poches vides, tout le monde le sait, et, sans doute, n'acceptera-t-il pas le plan proposé par les chefs de la zone euro. Il est sous pression populaire interne et sa configuration mentale et intellectuelle ne rejoint pas les désirs des créanciers. Ce qui inquiète le plus les Européens n'est pas tant le défaut de paiement d'Athènes mais le secours que Moscou lui portera. En pleine crise avec l'UE et les créanciers, le chef de Siryza était à Moscou où Poutine l'a rassuré quant à la volonté de la Russie de lui prêter de l'argent, beaucoup d'argent si l'Europe venait de l'exclure. Que humiliation pour Bruxelles et pour les partisans de la construction européenne ! Entre-temps, au Danemark, l'extrême droite a obtenu 22 % de voix lors des législatives de cette semaine, le Front national de Marine Le Pen a pu se débrouiller

pour constituer un groupe avec d'autres extrémistes de droite européens, l'islamophobie devenue non plus un délit, mais presque un devoir, une attitude à avoir et des tas d'autres saletés encore. Le chef de la droite extrême de France, proche du Front national, Nicolas Sarkozy «des Républicains» comparait, avant-hier, les naufragés de la Méditerranée à des fuites d'eau et les morts sont assimilés à de la plomberie que, selon lui, l'Union européenne ne maîtrise pas. L'Union européenne est en délire. Ça annonce des années sombres que ce continent a, pourtant, déjà connues. Deux Guerres mondiales, le nazisme, 60 millions de morts entre 1939 et 1945, le fascisme... Le mot «musulman» a pris la place du mot «juif» et le désastre s'annonce.

A. M.

SOMALIE

Huit policiers somaliens tués par des insurgés shebabs près de Mogadiscio

Des hommes armés appartenant au groupe d'insurgés somaliens shebab ont tué samedi matin au moins huit policiers lors d'une opération menée contre un commissariat proche de Mogadiscio, ont annoncé les forces de l'ordre somaliennes. «Vers une heure du matin (heure locale), des assaillants ont investi le commissariat d'Afgoi, une localité située à une trentaine de kilomètres de la capitale somalienne, tuant huit policiers et s'emparant de trois véhicules, dont l'un était équipé d'une mitrailleuse», selon des sources sécuritaires. «Les shebabs ont tué huit de mes collègues et volé trois de nos véhicules la nuit dernière», a déclaré une de ces sources. «Nous les avons pourchassés ce matin, tuant dix d'entre eux et récupéré le pick-up équipé d'une mitrailleuse», a indiqué un responsable au sein des forces de sécurité, précisant que des insurgés étaient parvenus à s'échapper à bord des deux autres véhicules.

YÉMEN

Un attentat contre une mosquée revendiqué par Daesh

*Un attentat à la voiture piégée, revendiqué par le groupe Etat islamique (EI), a fait deux morts et six blessés samedi devant une mosquée fréquentée par des chiites dans la capitale du Yémen, selon une source médicale.*

«Deux personnes ont été tuées et six autres blessées dans l'explosion», a déclaré cette source à l'AFP. L'EI a rapidement revendiqué l'attentat, selon SITE, le site américain de surveillance des groupes djihadistes.

L'explosion s'est produite devant la mosquée Kobbat Al-Mehdi dans la vieille ville de Sanaâ. Dans un premier temps, des témoins et des sources au sein des services de sécurité avaient évoqué des victimes sans pouvoir avancer de bilan précis. Un photographe de l'AFP qui s'est rendu sur place a vu la carcasse de la voiture utilisée dans l'attentat et constaté des dégâts à l'entrée de la mosquée et d'une maison proche dont les vitres ont volé en éclats. Mercredi, à la veille du mois de jeûne musulman du Ramadhan, l'EI avait revendiqué une

série d'attentats anti-chiites qui ont fait plusieurs morts et des dizaines de blessés à Sanaâ. Deux voitures piégées ont visé des mosquées et une troisième la maison du chef du bureau politique de la rébellion chiite Houthie, Saleh Al-Sammad. Deux autres engins ont explosé devant deux autres mosquées à l'heure de la prière du soir. Dans un communiqué mis en ligne sur les sites djihadistes, l'EI a affirmé avoir mené quatre attentats à la voiture piégée, deux contre des mosquées, un contre le siège du bureau politique des rebelles Houthis et un quatrième contre la maison d'un chef rebelle.

LIBYE

Cinq soldats tués par un tir de mortier à Benghazi

*Au moins cinq militaires libyens ont été tués vendredi soir dans l'explosion d'un obus de mortier à Benghazi dans l'est de la Libye où se déroulent des combats entre forces gouvernementales et groupes armés, ont indiqué samedi des sources médicales.*

«Cinq membres de l'Armée nationale libyenne (ANL) ont été tués lorsqu'un obus de mortier est tombé sur eux vendredi soir», a

déclaré un membre du personnel médical. Selon cette source, au moins vingt soldats ont été tués au combat depuis le début du mois de juin. Un membre de l'ANL a dit que ses forces combattaient dans au moins six quartiers de la ville. Deux gouvernements et deux parlements rivaux se disputent le contrôle de la Libye depuis l'été dernier, lorsque les miliciens isla-

mistes de «Fajr Libya» ont pris le contrôle de Tripoli, la capitale. Le gouvernement du Premier ministre Abdallah al Thinni, seul reconnu par la communauté internationale, et la Chambre des représentants élue en juin dernier ont trouvé refuge dans l'est du pays. A Tripoli, l'«Aube libyenne» a formé son propre gouvernement et rétabli l'ancien parlement, le Congrès général national (CGN).

CRISE AU BURUNDI

Le Sénégalais Abdoulaye Bathily nommé nouveau médiateur

*Le Sénégalais Abdoulaye Bathily, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, a été «designé comme le nouveau facilitateur» dans la crise au Burundi en remplacement de Saïd Djinnit, a annoncé samedi le chef de la diplomatie burundaise Aimé-Alain Nyamitwe.*

«Le secrétaire général a désigné Abdoulaye Bathily comme le nouveau facilitateur (médiateur) en remplacement de Djinnit, cela m'a été notifié officiellement hier dans la nuit», a déclaré le ministre, cité par l'AFP, en ajoutant : «Je peux vous assurer

que le gouvernement burundais est ouvert au dialogue.» L'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations-Unies pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, avait annoncé jeudi qu'il renonçait à son rôle de médiateur dans le dialogue pour sortir le Burundi de la crise politique qui agite le pays depuis fin avril. Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) avait recommandé cette semaine la reprise du dialogue politique interrompu par le départ de M. Djinnit. «Si retard il y a dans la reprise du dialogue, ce n'est pas la faute du gouvernement du Burundi, il faut la chercher ailleurs», a

souligné M. Nyamitwe. Le Conseil avait en outre demandé un dialogue sur tous les points de discorde et un calendrier électoral consensuel, alors que Bujumbura avait déjà reporté les élections au 29 juin pour les législatives et les communales, et au 15 juillet pour la présidentielle. «Nous n'avons pas de problèmes avec ça, mais ce que nous avons dit et qui n'a pas changé c'est la question du calendrier électoral qu'on ne va pas toucher», a réaffirmé le chef de la diplomatie burundaise, en justifiant cette décision par la volonté d'éviter «un vide essentiel» s'ils allaient au-delà de ces dates.

«Il faut être réaliste. Nous sommes pratiquement à une semaine des premiers scrutins, les délais légaux pour la présentation des candidatures sont déjà dépassés», a justifié le ministre. Plusieurs missions d'observation électorale internationales ont suspendu leur couverture des élections au Burundi en dénonçant l'absence des «conditions minimales» pour la tenue d'une élection crédible. Le gouvernement burundais refuse également de discuter de la question du troisième mandat de Nkurunziza, à l'origine de l'actuelle crise que traverse le Burundi.